

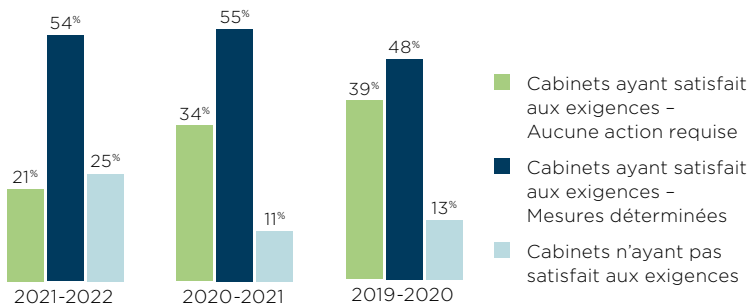
Retour sur l'inspection professionnelle

Faits saillants 2021-2022

Taux de réussite¹

88 % **taux global de réussite**
(95 % en 2020-2021 et 92 % en 2019-2020)

75 % **pour les cabinets offrant des services de certification**
(89 % en 2020-2021 et 87 % en 2019-2020)



- **Baisse marquée de 14% du taux de réussite, principalement attribuable à des enjeux de comptabilité financière**

Lorsque les normes applicables sont moins bien comprises ou plus difficiles à mettre en œuvre, l'évaluation du traitement comptable approprié est souvent absente ou superficielle.

- **35% des cabinets qui n'ont pas satisfait aux exigences du programme d'inspection n'avaient pas réalisé d'inspection cyclique des dossiers achevés.**

Cette activité de suivi est très utile pour aider le cabinet à évaluer la qualité des missions réalisées et à préparer un plan d'action pour remédier aux lacunes relevées.

- **Diminution de 13% des cabinets ayant satisfait aux exigences de l'inspection sans action requise.**

Plusieurs cabinets ont notamment éprouvé de la difficulté à adapter leurs procédures de certification aux programmes d'aide offerts dans le contexte de la pandémie (ex. : procédures insuffisantes mises en œuvre à l'égard des subventions salariales). Ces cabinets ont dû prendre des mesures déterminées, notamment déposer un plan d'action, ce qui explique la diminution observée.

- Les résultats portent aussi à croire que le contexte socioéconomique (pandémie, pénurie de main-d'œuvre et télétravail) pourrait avoir affecté la qualité de la supervision et de la révision des mandats.

99 % **pour les cabinets offrant uniquement des services de compilation ou d'autres services**
(99 % en 2020-2021 et 99 % en 2019-2020)

Cabinets et membres inspectés²

	2021-2022	2020-2021	2019-2020
Cabinets	846	785	664
Membres	2 662	2 529	3 013

Éléments à améliorer jugés prioritaires

Comptabilité et présentation de l'information financière

- » Comptabilisation des transactions conclues hors du cours normal des activités (regroupements d'entreprises, actifs incorporels)
- » Comptabilisation des apports reportés (OSBL)
- » Comptabilisation des paiements de transfert (entités du secteur public, notamment les municipalités)
- » Présentation des passifs financiers remboursables sur demande ou exigibles à court terme

Missions d'examen

- » Compréhension de l'entité, incluant :
 - Les activités de l'entité
 - Le choix et l'application des méthodes comptables par l'entité, en lien avec les modalités et conditions des contrats
- » Demandes d'informations et procédures analytiques
 - Produits
 - Stocks
 - Subventions salariales

Missions d'audit

- » Compréhension de l'entité, incluant :
 - Les modalités et conditions des contrats
 - Les systèmes d'information pertinents pour l'information financière et la façon dont l'entité répond aux risques liés à l'informatique
- » Évaluation des risques d'anomalies significatives, en considérant la compréhension de l'entité
- » Nature et étendue des procédures
 - Subventions salariales
 - Estimations comptables
 - Juste valeur des placements et autres actifs
- » Conception et documentation des sondages

Contrôle qualité

- » Inspection cyclique non effectuée ou réalisée de façon trop superficielle
- » Absence de consultation (collègues, ressources de l'Ordre ou autres experts)

Services d'évaluation

- » Documentation insuffisante
- » Rapport non conforme aux normes d'évaluation

¹ Le taux de réussite correspond au pourcentage de cabinets ayant satisfait aux exigences du programme d'inspection professionnelle.

² Les données présentées portent sur les unités de pratique inspectées au cours de l'exercice.